

Les subsides

anti-pauvreté, par le Conseil national du bien-être, par le Conseil consultatif sur le troisième âge, organisme gouvernemental, et par bien d'autres groupes. Nous allons nous assurer, mes collègues et moi du Nouveau parti démocratique, que le gouvernement a bien entendu leur voix. Il faut qu'une telle injustice envers nos personnes âgées cesse.

Je répète que les néo-démocrates ont lancé une campagne nationale en faveur de la réindexation des prestations de retraite. Notre parti a combattu inlassablement pour que les Canadiens puissent prendre leur retraite dans la dignité. Nous en avons pris l'engagement. Le premier ministre et les députés conservateurs ont trahi leur parole et au cours des prochaines semaines, les néo-démocrates poursuivront la lutte pour que l'indexation des prestations de la sécurité de la vieillesse soit intégralement rétablie.

Je sais que les électeurs des députés conservateurs ont commencé à demander à leurs représentants de venir s'expliquer devant eux. Je tiens à ce que les députés de tous les partis en prennent dûment note. Les députés conservateurs ont une excellente occasion, au caucus de leur parti, d'exiger personnellement des explications des ministériels qui prennent une telle mesure à l'endroit d'électeurs que ces députés représentent. Les députés conservateurs devraient se joindre aux néo-démocrates pour dire au gouvernement: Nous en avons ras-le-bol et nous n'allons plus nous laisser marcher sur les pieds.

M. Riis: Monsieur le Président, je voudrais poser une courte question au député. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) répète qu'il a parlé de la désindexation des prestations de retraite à différentes personnes et à certains groupes. Je sais aussi que mon collègue, le député de Beaches (M. Young), a fait une tournée au pays pour rencontrer certains groupes. J'aimerais qu'il nous fasse part des commentaires qu'il a recueillis auprès des groupes de personnes âgées, surtout ceux de l'Ouest du Canada.

M. Young: Monsieur le Président, je ne demande pas mieux. D'une part, je rappelle que, la semaine dernière, après avoir entendu les ministériels nous dire que selon eux, les personnes âgées soutenaient cette politique du gouvernement, par simple curiosité, je me suis rendu dans deux immeubles d'appartements pour personnes âgées de ma circonscription. J'ai frappé à toutes les portes et j'ai dit à ceux qui m'ont répondu que j'étais là pour leur parler de la sécurité de la vieillesse et des mesures prises par le gouvernement. J'avais une pétition que chaque pensionné a signée. Les membres de mon caucus sont retournés dans ma circonscription au cours du même week-end et ont obtenu exactement le même genre de réponses.

Hier, je suis allé à Regina et à Moose Jaw pour assister à un congrès de l'organisation Action Now, qui regroupe les personnes âgées de la Saskatchewan. Tous les participants m'ont dit, sans hésiter, que le gouvernement commettait une erreur que, de toute évidence, il favorisait la grande entreprise et qu'il n'écoutait pas les personnes âgées du pays. Ils m'ont dit que le gouvernement prêtait seulement l'oreille aux grandes sociétés, aux financiers de Bay Street et aux compagnies pétrolières.

Les personnes âgées tiennent certainement le même genre de propos aux députés conservateurs élus pour représenter les citoyens de leurs circonscriptions. En s'abstenant de parler et de s'opposer à une telle mesure, ils trahissent leur promesse de servir leurs électeurs.

M. Ravis: Monsieur le Président, j'ai écouté le député de Beaches (M. Young) avec beaucoup d'intérêt. Je voudrais raconter une petite histoire qui s'est passée en août dernier, lorsque j'ai visité le foyer Sainte-Anne pour personnes âgées, à Saskatoon. Une dame m'a demandé si le gouvernement allait relancer l'économie afin que les gens puissent retourner au travail et recommencer à payer des impôts afin que le gouvernement puisse verser leur pension aux personnes âgées. A mon avis, elle a très bien résumé la question. Elle a compris que le gouvernement ne pouvait pas faire marcher la planche à billets pour lui payer sa pension et qu'il devait plutôt créer une économie saine et solide.

Je ne suis pas très content d'avoir à partager le poids de cette dette. Les personnes âgées ne s'en réjouissent guère, pas plus que les sociétés ni ceux qui gagnent plus de \$40,000 par an et qui sont lourdement imposés. Néanmoins, lorsque nous avons pris le pouvoir l'automne dernier, nous avons clairement compris que la dette allait détruire notre pays. Comme quelqu'un l'a dit il n'y a pas si longtemps, essayons de prendre les décisions qui s'imposent pendant que nous pouvons encore le faire. Si nous ne les prenons pas maintenant, nous perdrons notre pouvoir décisionnel qui sera confié au siège social des banques et des établissements de prêts de l'étranger.

Le député de Beaches a-t-il vraiment considéré l'ensemble du problème ou s'intéresse-t-il uniquement à cette question? Je conviens avec lui que tout le monde doit faire des sacrifices. J'espère que les personnes âgées qui sont en mesure de nous aider le feront. Nous comptons sur leur aide. Si j'apprends qu'une personne âgée de ma circonscription n'a pas les moyens de payer 27c. par jour, je me ferai un plaisir de lui parler.

M. Young: Monsieur le Président, je serais ravi de répondre au député. Ceux d'entre nous qui siègent ici depuis aussi longtemps que moi, savent que je considère toujours les problèmes dans leur ensemble.

M. Andre: Ah oui?

M. Young: Je suis parfaitement objectif et dépourvu de préjugés.

M. Epp (Provencher): Du point de vue socialiste, vous avez sans doute raison.

M. Young: Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social le sait bien. En temps normal, je ne suis pas en désaccord avec le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

M. Andre: Au moins, vous souriez.

M. Young: Je souris au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.